



Discours d'ouverture
Laurent PUECH
Président de l'ANAS
Jeudi 6 novembre 08

Chers collègues,

Mais qu'est-ce qui a pris à l'A.N.A.S. de choisir pour thème à ses Journées Nationales d'Etude « Développez votre pouvoir d'agir ! » ? Après plus de 60 années d'existence, notre association professionnelle serait-elle atteinte d'une **certaine fatigue**, fatigue se traduisant par un **décalage** avec la réalité professionnelle ?

A première vue, le diagnostic semble **implacable** : **Oui**, l'exercice de notre profession s'effectue dans un contexte **violent** et **contraignant**.

Reprenons-en quelques éléments dans le désordre :

- maintien à un haut niveau et même augmentation du nombre des personnes en situation de précarité, que ce soit au niveau du logement, des ressources financières ou de leur réseau social ;
- crise financière mondiale qui va encore **accentuer** les tendances actuelles ;
- **sur-valorisation** de l'individu et perte des solidarités et dynamiques collectives ;
- **suspensions** et **accusations** contre les bénéficiaires des minima sociaux, qui passent sournoisement d'un statut de victimes d'une société défaillante à celui de **responsables** de leur propre situation, quand ils ne sont pas en plus assimilés par certains à des **fraudeurs** ;
- suspicions aussi envers les **jeunes** qu'il faudrait surveiller dès le plus jeune âge ;
- **mise en retrait de l'Etat** et de la référence qu'il représente au niveau national avec un basculement de certaines des missions de la DGAS au profit des ARS, doublée d'une disparition à craindre du Conseil Supérieur du Travail Social...
- **transfert** des missions d'action sociale de l'Etat vers les collectivités territoriales, **principalement** les conseils généraux, sans une compensation financière à la hauteur ;
- **tensions** budgétaires pour ces institutions locales, se répercutant dans tous les secteurs qu'elles financent, notamment le secteur associatif ;
- **développement** dans le champ du social de valeurs et concepts que l'on croyait réservés aux entreprises du secteur marchand ;
- développement de **l'idéologie sécuritaire** via des textes de lois, des discours, et des consignes orale que l'on n'ose pas écrire ;
- accroissement de la **pression** sur les personnes sans-papiers ;
- **intimidation** et garde à vue de professionnels ayant **simplement** accompli une mission légale d'accueil de personnes en difficultés ;

- et toujours un **grand classique** : des services sociaux accusés **d'agir « trop tôt »** lorsqu'un enfant maltraité est mis en protection hors foyer parental, et **d'agir « trop tard »** pour ne pas avoir demandé le placement lorsque apparaissent un jour les insupportables violences dont il était victime ;
- Ajoutons la **souffrance** vécue dont témoignent les personnes que nous rencontrons...

Dans les institutions, ce climat se traduit par des **symptômes** divers :

- Priorité à la rationalité gestionnaire et budgétaire,
- mise en place de **normes** standardisées, de **procédures** rigides et de **dispositifs** synonymes, **en apparence**, de réponses ;
- recherche d'obtention de labels jusqu'à en oublier, voire nier, les fondements de l'action sociale ;
- guides de **soi-disant** bonnes pratiques ;
- multiplications des prises en charge et **diminution** de la **prise en compte** des personnes ;
- **administratisation** du travail social ;
- besoin de **maîtrise** de chaque acte et de chaque acteur ; tentative irrationnelle **d'élimination** de tous risques alors que le risque est lié au vivant, qu'il nous faut composer avec et **savoir parfois en prendre** ;
- **traçabilité** de l'usager et de sa demande ; il semble que la part invisible de l'intervention sociale est devenue insupportable, que tout acte professionnel doit devenir visible pour donner l'impression que la machine est maîtrisée, que l'on sait ce qu'elle produit et que l'on peut en rendre compte via des tableaux de bords ;
- ajoutons la **déqualification** du travail social par le recours à des emplois non-qualifiés : après tout, si l'important est de remplir un imprimé, ou de faire une tâche conforme à un référentiel, peu importe comment, l'essentiel étant qu'elle soit faite, a-t-on encore besoin d'un assistant social ?
- des **injonctions paradoxales** multiples : « soyez plus proches des usagers tout en remplissant de plus en plus d'imprimés » ; ou « rendez de plus en plus compte de ce que vous faite de moins en moins ! » ; ou encore « exercer une mission d'accès aux droits dans une institution qui ne fait rien pour que les usagers fassent valoir leurs droits d'usagers... ».
- Lorsque des professionnels viennent dire, de façon solidement argumentée ce qu'est leur profession, leur place et les bénéfices pour les personnes et la société que cela représente, ils sont parfois, comme ce fut le cas dans le département du Puy de Dôme, la cible de **violences institutionnelles** odieuses.
- Et toujours pas de reconnaissance au niveau Bachelor ou Bac+3 alors que nos professions le méritent amplement : le slogan en la matière semble être « se former plus pour être reconnue moins ».

Dans ce contexte, il nous arrive de perdre nos repères, jusqu'à parfois les oublier. En effet, dans un tel chaos, comment parvenir à faire vivre nos références disciplinaires, méthodologiques et éthiques ?

Si, à ce stade de ma présentation et devant un tel état des lieux, vous n'avez pas **fuit** cette salle, c'est peut-être parce que vous sentez que **quelque chose cloche** dans ce descriptif : votre réalité professionnelle **ne se réduit heureusement pas** à un amoncellement de faits plus négatifs les uns que les autres, pas plus qu'elle peut se résumer à la caricature dont nous

faisons parfois l'objet : des professionnels ne sachant que se plaindre, une profession à la limite de la dépression.

Nous **refusons** de nous situer dans un statut pourtant tellement valorisé actuellement, celui de **victimes**. Victimes des institutions, des cadres, des élus, du gouvernement, de la société actuelle...

Certes, cela serait **confortable** et nous en tirerions des bénéfices secondaires : le premier d'entre eux serait sans doute **l'auto-exonération de toute responsabilité** dans la situation vécue ; le deuxième, celui d'être **plaint à notre tour**, voire réconfortés ; le troisième celui de la résignation et d'une position figée, c'est à dire une **position facile d'attente** de l'autre, ce mauvais objet dont nous espérons tant, qu'il change ou qu'il nous fasse du bien...

Nous refusons cette posture pour **au moins trois raisons** :

- L'autre, le mauvais objet, ce cadre, directeur, collègue ou usager, est généralement confronté, **à son niveau**, à des difficultés **similaires** aux nôtres : il essaie de faire au mieux, sa marge de manœuvre est réduite et il souvent exposé aux mêmes phénomènes d'épuisement et de souffrance.
- Nous la refusons aussi parce qu'elle revient à choisir **l'impuissance et la soumission**. Si nous ne sommes que victimes, notre sort est seulement l'œuvre d'un tiers. Notre avenir ne dépendrait donc que de ce ou de ces tiers.
- Nous la refusons enfin parce qu'elle est **le plus sûr moyen de nous faire perdre l'estime que nous avons de notre profession**. Et lorsque notre estime est au plus bas, lorsque la valeur que nous nous accordons est mise à mal dans notre propre regard, il est encore plus facile de nous mettre hors-jeu.

Or, nous sommes au contraire forts de notre histoire et de nos savoirs qui, maîtrisés et mis en œuvre, deviennent des compétences, **nos compétences professionnelles** ! Evaluer, construire une relation de confiance, nous situer dans une proximité juste plus encore que dans une « bonne distance », analyser une situation dans son contexte, prendre le temps d'accueillir la personne non pas dans le service où elle se présente mais là où elle en est de sa vie, avoir des mots qu'elle peut entendre et qui parlent d'elle, co-construire son projet... Si nous savons faire ça, ce n'est pas par hasard, ni par bon sens ou idéologie. Nous savons parce que, à travers la formation, nous bénéficions de l'expérience formalisée transmise par une profession toute entière depuis des dizaines d'années... Nous savons parce que nous mettons nos savoirs à l'épreuve de la complexité quotidienne, et les réajustons régulièrement.

En ayant pris connaissance de nombre des thèmes et contenus des interventions que vous allez entendre durant ces deux journées, j'ai été frappé par un fait : elles viennent certes bousculer nos fondamentaux, **mais ne les invalident pas**. Ces différentes approches nous proposent de construire un ouvrage différent avec, pour une grande partie, les mêmes matériaux. Les valeurs **qui** portent et **que** porte le travail social sont toutes présentes. Les méthodes d'intervention viennent s'enrichir et se réactualiser dans ces regards différents. C'est finalement notre histoire professionnelle qui se poursuit.

Alors, **comment poursuivre ?**

Sans doute en interrogeant la société, les institutions et en **nous** remettant aussi en question, tout en **rehaussant** toujours notre niveau d'exigence professionnelle.

Il nous faut **reconnaître** en nous **nos** compétences, **dire et défendre** ce que nous sommes, et **renforcer** notre capacité d'analyse et de proposition. Ce sont, il me semble, les conditions pour **avancer encore**, poursuivre le chemin. Un chemin qui n'est tracé d'avance **que si** nous laissons les autres acteurs le faire sans nous. C'est en avançant que notre profession trace le chemin.

Ne chassons pas pour autant notre capacité à nous révolter et à nous plaindre devant le choquant, l'inacceptable. Nous n'avons pas affaire à des acteurs tendres et nous avons parfois des combats à mener. Mais cherchons à faire **un pas de côté avant** de partir dans un face-à-face qui peut renforcer notre épuisement. Cherchons, dans les situations individuelles et collectives, **où se trouvent les marges de manœuvre**. Ne nous laissons pas **enfermer** dans de **fausses alternatives** telles que « se soumettre ou changer d'institution », « s'opposer ou se soumettre ». Il y a **toujours** plus de deux solutions...

L'A.N.A.S. a marqué de son empreinte les grandes mutations de notre profession ; aujourd'hui, nous savons, **parce que nous en faisons le constat au quotidien**, que le travail social a un **avenir** dans nos sociétés, qu'il a un **intérêt majeur** pour notre société.

Alors, **pour terminer**, je reviens à ma question de départ : l'A.N.A.S. est-elle décalée à cause d'une fatigue due à son grand âge ? Je ne le pense pas. Composée de bénévoles associatifs qui sont **aussi** des professionnels de terrain, elle a **l'optimisme de sa jeunesse** et une confiance en l'avenir du travail social et de notre profession, une confiance trouvant son origine dans la valeur des professionnels qui l'animent ! C'est pour cette raison que nous continuons ces deux journées par une matinée de travail samedi, durant laquelle nous passerons à une production collective.

Je vous souhaite de passer deux journées où vous pourrez **renforcer** votre professionnalité tout en prenant du plaisir, un **plaisir et des acquis** que vous pourrez faire fructifier dans votre quotidien professionnel : Je vous souhaite d'excellentes journées d'Etude !